

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Où en est l'opinion trois semaines après les attentats ?

La stupéfaction et l'émotion commencent lentement à s'estomper dans l'opinion, laissant deviner ce que pourrait être le paysage après la tempête.

1. Des attentes et des doutes sur la République et ses valeurs.

Les terroristes ont voulu mettre la France à genoux ; et les Français ont été les premiers surpris de se trouver capables d'un tel sursaut¹. Alors que la République leur paraissait de plus en plus abstraite, désincarnée, asséchée, ils ont retrouvé le sens de la liberté, vécu un moment de fraternité. Ils ont eu le sentiment d'avoir été la hauteur et d'avoir retrouvé leur pays ; sans être toutefois certain qu'il ne s'agissait pas d'un mirage.

Avec la fierté ont ressurgi les angoisses : Et si la République n'était pas si solide que ça ? Saura-t-elle résister au reflux qui viendra après la vague ; contenir les amalgames, les replis communautaires, les tensions, les risques de « guerre civile » (le terme revient de façon fréquente dans les verbatims) ? Ces attentats ont réveillé une peur profonde de l'opinion : le spectre de la désagrégation. Là est sans doute la source du réflexe d'unité qui s'est exprimé tout au long de ces semaines, et de la sanction des comportements qui l'ont brisée.

Le premier choc passé, l'opinion commence maintenant à décompenser, donc les angoisses à devenir plus aigües. Les regards se tournent dès lors vers les responsables politiques, dont on attend qu'ils soient, à leur tour, à la hauteur des exigences ; et dont on espère, sans trop y croire, que l'esprit d'unité, de discernement et de réactivité continue de les guider.

Outre la sécurité (prise très au sérieux par les Français et où le refus des querelles idéologiques – venant de droite comme de gauche – nous élève et nous protège), il est remarquable de voir que les priorités assignées ne sont ni l'immigration (même à droite) ni les politiques compensatoires ou spécifiques (même à gauche), mais le commun, les règles et les valeurs qui s'adressent à tous.

Les Français ont identifié les sujets : l'école, qui doit aussi apprendre le respect des règles et de l'autorité ; l'emploi, qui reste aux yeux des Français la première garantie d'insertion des jeunes ; l'application de la laïcité, qui doit être à la fois ferme et protectrice et sous ces conditions ne peut souffrir de compromis ou d'accommodements ; l'apprentissage de la citoyenneté, au besoin de manière coercitive (cf. retour de la mythologie du service national).

Nous serons scrutés, d'abord, sur les réponses à ces enjeux. Les Français ont conscience de l'ampleur de la tâche : s'il n'y a pas de solutions miracles, ils attendront au moins un engagement (un « réveil »), une marque de détermination, et une méthode.

¹ Modulo les franges absentes, qu'il faut traiter mais pas forcément mettre en lumière : le sentiment d'unanimité est, pour ceux qui se sont sentis solidaires, une valeur en soi.

2. Parallèlement, **les courants profonds qui soutenaient l'essentiel des représentations**, dont rien n'indique qu'ils aient été bouleversés, **retrouvent peu à peu leur centralité** :

- **D'abord l'urgence économique.** En fin d'année, les Français nous avaient donné un sursis : rien ne s'était amélioré, mais au moins avaient-ils eus l'impression que nous nous étions vraiment mis à essayer. Les frondeurs (à leur corps défendant) et les polémiques sur le travail du dimanche avaient réussi – là où le Pacte de responsabilité avait été éphémère – à nous mettre en main le sceptre du réformisme. Le bruit de fond sur l'égalité commençait à réconcilier, auprès d'électeurs de gauche aux certitudes ébranlées, leur attente – prioritaire – d'efficacité avec l'attachement aux valeurs qui n'avait pas disparu (« c'est donc cela, être de gauche ? »). L'opinion se décrispait légèrement, les consciences de gauche s'apaisaient un peu.

Pendant quelques semaines, les Français ont regardé ailleurs. Mais s'ils s'aperçoivent que nous en avons profité pour délaisser ce combat, ou que nous croyons désormais pouvoir nous y engager avec moins de vigueur, le couperet pourrait retomber à tout moment.

Tant que nous donnerons le sentiment de continuer à nous battre pour soulager leur quotidien, même si les résultats tardent, ils pourraient hésiter à nous faire trébucher – d'autant qu'ils ne voient pas d'offre économique alternative sérieuse. L'essentiel sera donc de continuer le mouvement.

- **Ensuite, l'attente d'un renouveau.** Les Français cherchent depuis de longs mois « quelque chose », un souffle nouveau pour un système politique épuisé – qui, faute d'utilité visible, devient parasitaire – mais ne trouvent pas d'offre : il n'y a pas de Grillo ou de Syriza français, seulement un peu de FN et beaucoup de désespérance. Le 11 janvier n'a pas changé cela : les Français avaient besoin de refuges, ils ont pu être agréablement surpris, mais au fond n'en pensent pas moins.

Cette attente reste massive mais diffuse, gazeuse : aucun objet ou cause n'est aujourd'hui en mesure de brutalement condenser ces attentes – ou ces frustrations. Mais nous restons à la merci d'un tel paratonnerre qui entrerait dans le jeu et le bouleverserait ; et, d'une façon ou d'une autre, ce besoin d'ouvrir un nouveau cycle sera l'un des nœuds de 2017 : il faut certainement s'y préparer bien en amont – peut-on penser de nouveaux jalons dans les mois à venir ?

3. En termes d'image, l'indifférence, qui était notre principal problème, s'est brutalement estompée : **il n'y a eu, pendant quelques semaines, que le Président et le pays.** Mais le regain d'intérêt n'est pas pour autant une nouvelle bienveillance ; la hausse de popularité est davantage un jugement sur l'action qu'une confiance pour l'avenir ; et les filtres ou perturbateurs habituels qui s'étaient trouvés écartés vont revenir (et pour certains chercher à prendre leur revanche).

Il serait intéressant de cultiver ou réactiver, à d'autres occasions, ce moment gaullien de lien direct avec les Français – qui fonctionne. Mais la conférence de presse, par nature, le permet difficilement.

En revanche, l'opinion semble encore dans une période de plus grande attention. Ce pourrait être l'occasion de continuer à creuser le sillon de ces derniers mois, avec plus de bande passante : même sans rien dire de nouveau, les Français pourraient entendre des messages nouveaux ; sur la proximité (« j'ai compris vos problèmes et agis ») ; sur la République (le Président sait l'incarner pour les Français : déjà en 2012 – « la République vous rattrapera » – à nouveau ces dernières semaines) ; sur le besoin de patriotisme et de fierté nationale ; sur le combat économique (qu'il peut agir à distance, par M. Valls ou E. Macron interposés) ; sur l'attente de renouveau politique, par sa propre posture (exigence et unité, loin des querelles partisane) et ses actions (passées - exemplarité - ou à venir).